

Atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement et ceux du Sommet du Microcrédit de réduire la pauvreté extrême : les outils dernier cri mesurant de façon rentable le passage du seuil de 1 \$US par jour

Par Thierry van Bastelaer et Manfred Zeller

Introduction

Il est de notoriété publique que la majorité de la population mondiale, principalement les gens des pays en développement qui vivent avec moins de 1 \$ par jour, n'a pas accès aux services financiers formels. Une étude récente menée par la Banque mondiale a conclu que la réduction du niveau de pauvreté des clients démunis de trois institutions de microfinance (IMF) du Bangladesh était à 50 % directement lié à la microfinance. Cet impact est encore plus significatif en matière de pauvreté extrême que de pauvreté modérée.¹

Au début de l'année 2005, la Campagne du Sommet du Microcrédit a réaffirmé sa volonté de contribuer à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, particulièrement celui visant la réduction de moitié de la pauvreté absolue d'ici 2015. La Campagne a en outre été prolongée jusqu'en 2015 avec les deux objectifs suivants :

1. S'assurer que 175 millions de foyers parmi les plus pauvres, particulièrement les femmes de ces foyers, reçoivent des crédits leur permettant d'exercer une activité économique indépendante et d'autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2015.
2. S'assurer que 100 millions des familles les plus pauvres du monde passent de moins de 1 \$US par jour ajusté à la parité du pouvoir d'achat (PPA) à plus de 1 \$US par jour, ajusté au PPA d'ici la fin de 2015.²

L'évaluation de l'atteinte de ces deux objectifs représente un défi : il faut créer des outils rentables qui puissent indiquer avec précision si un ménage vit avec moins de 1 \$US par tête par jour et si, par la suite, les revenus de ce ménage franchissent ce seuil.

Les organisations de microfinance ont déjà compris l'importance de mieux connaître leurs clients, particulièrement leur niveau de pauvreté. Les responsables politiques, les partenaires, les donateurs et les opérateurs considèrent également la microfinance comme une approche efficace pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, surtout celui de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. Certaines organisations de microfinance ont déjà commencé d'elles-mêmes à créer des outils pour évaluer le niveau de pauvreté de leurs clients et pour savoir s'ils réussissent à s'en affranchir.

Outre cette initiative, le Congrès américain a adopté en 2000 le *Microenterprise for Self-Reliance Act*, une loi qui exige que la moitié du total du financement de l'USAID visant à soutenir les micro-entreprises cible les gens très pauvres. Cette loi a été amendée en 2003. Cependant, l'absence d'outils utilisables à grande échelle et à faible coût empêche l'USAID de savoir si l'organisation réussit ou non à répondre à cet objectif.³ Ainsi, la loi exige également que l'USAID crée et certifie au moins deux outils d'évaluation du niveau de pauvreté des micro-entrepreneurs desservis par ses programmes.⁴

Ce mandat constitue une opportunité unique de mettre en place des éléments quantitatifs et précis pour évaluer le niveau de pauvreté, en se basant notamment sur les résultats déjà obtenus par les opérateurs de la microfinance en ce domaine. Bien que

certains outils complets et précis soient déjà disponibles, comme le *Living Standard Measurement Survey* (LSMS) de la Banque mondiale, leur utilisation requiert beaucoup de temps et d'argent. De plus, ils doivent être utilisés par des agences de statistique officielles sur de grands échantillons de population, plutôt que par des organisations de microfinance souhaitant connaître le nombre de leurs clients vivant dans la pauvreté extrême. Pour mieux répondre aux besoins de ces organisations, plusieurs projets ont vu le jour au cours des dernières années. Leur objectif est de concevoir des instruments adéquats de mesurer plus précisément et facilement l'impact des programmes des micro-entreprises sur les personnes extrêmement pauvres, notamment celles vivant avec moins de 1\$ par jour. Les outils créés ont été conçus en fonction des besoins spécifiques des organisations qui travaillent au développement de micro-entreprises avec des moyens financiers, une expertise en statistiques et un personnel limités.

Ce chapitre expose les difficultés méthodologiques que pose un tel défi et jette un éclairage sur le travail entrepris en ce sens par une équipe du Centre IRIS de l'Université du Maryland, avec le soutien financier de l'USAID. Il fait également état des conclusions d'IRIS sur les opportunités et les difficultés auxquelles font face les organisations qui souhaitent évaluer le niveau de pauvreté de leurs clients et savoir si ces derniers ont réussi à s'affranchir de la pauvreté après un certain temps. Cependant, ce chapitre ne prétend pas décrire toutes les approches possibles et n'essaie pas davantage de proposer l'approche développée par IRIS comme la seule méthode prometteuse. Plusieurs groupes travaillent aujourd'hui sur cette question et tous rencontrent les mêmes difficultés. Le but de ce chapitre est de décrire ces difficultés et de suggérer un moyen potentiel de les résoudre.⁵

Définitions et limitations

Le Microenterprise for Self-Reliance Act, tel qu'il fut amendé en 2003, définit les personnes très pauvres comme étant celles qui « vivent avec moins de l'équivalent d'un dollar par jour » (1,08 \$ par jour ajusté au niveau de la PPA de 1993) ou celles faisant partie de la moitié inférieure de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté.⁶ La première de ces définitions de l'extrême pauvreté est utilisée par le premier Objectif du millénaire pour le développement.

Aujourd'hui, la plupart des organisations qui oeuvrent dans ce secteur savent que la pauvreté se définit bien autrement que par la simple mesure monétaire du bien-être d'un ménage. La pauvreté est un phénomène complexe, à visages multiples et changeants. Étroitement apparentés au niveau de revenu, le niveau de sécurité alimentaire et l'accès aux services publics tels la santé, l'eau potable, les mesures d'assainissement et l'éducation, peuvent grandement influencer le niveau de pauvreté et le désespoir qui en résulte. Des millions de familles vivant au niveau de subsistance sont vulnérables face aux chocs qui les affectent quotidiennement. La participation à des activités sociales ou à des réseaux sociaux peut constituer un filet de sécurité informel particulièrement solide. Les niveaux de revenu des ménages qui dépassent 1\$ par jour par tête peuvent parfois camoufler une répartition très inégale entre les membres du ménage, avec pour résultat une incidence disproportionnée de pauvreté extrême chez les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Certains outils en processus d'élaboration, tels ceux des organisations Freedom from Hunger et FINCA, tiennent compte du caractère multidimensionnel de la pauvreté et incluent explicitement les indicateurs liés à la sécurité alimentaire et au capital social, sans nécessairement les rattacher à des niveaux particuliers de revenu.

À l'instar de ces organisations et d'un grand nombre d'autres groupes, nous croyons que la pauvreté est trop complexe pour être réduite au niveau économique d'un ménage mesuré arbitrairement par un niveau de revenu. Nous estimons aussi qu'il faut faire davantage d'efforts pour comprendre le niveau de pauvreté des clients en fonction de concepts monétaires quantitatifs, utilisés notamment par les gouvernements nationaux et le premier objectif du millénaire pour le développement. C'est dans cet esprit que nous nous penchons dans ce chapitre sur la manière dont l'équipe USAID/IRIS tente de surmonter les défis liés au Microenterprise for Self-Reliance Act. Cette loi définit exclusivement la pauvreté en termes absolus et, plus particulièrement, en relation avec les seuils de pauvreté nationaux ou internationaux.

Des évaluations comparatives peuvent fournir des informations critiques sur les dimensions de la pauvreté. La perception du niveau de pauvreté d'une personne repose principalement sur la comparaison de son statut vis-à-vis d'autres personnes de la même communauté. Comme le suggère une recherche sur les causes du bonheur, les personnes vivant avec moins d'un dollar par jour dans les montagnes du Pérou peuvent être plus satisfaites de leur situation que des travailleurs du secteur industriel en Russie, qui jouissent pourtant de revenus plus importants.⁷

En conséquence, jusqu'à présent, les organisations du secteur ont cherché à mesurer en priorité la pauvreté relative. De telles méthodes incluent l'indice de performance sociale de FINCA (Hatch 2002), l'échelle de sécurité alimentaire de Freedom from Hunger (MkNelly et Dunford, 2002), les outils développés par Opportunity International et le Trickle-Up Program revus par Zeller (2004). Pour cibler les pauvres, beaucoup d'opérateurs ont en outre utilisé différentes mesures relatives à l'habitation, différents indices sur les biens possédés par les ménages ou le *Participatory Wealth Ranking* (Classement participatif de richesses) (Gibbons et al., 1999). CGAP a développé et testé le *Poverty Assessment Tool* (PAT) (Outil de mesure de la pauvreté) qui évalue la pauvreté relative à l'aide d'indicateurs multidimensionnels (Henry et al., 2003). En principe, tous ces outils peuvent aider à estimer et à enregistrer les variations du niveau de pauvreté des clients, y compris à évaluer l'impact de la pauvreté relative. Cependant, tels qu'ils sont aujourd'hui utilisés, ces outils ne permettent pas de savoir si les revenus d'une cliente la classent au-dessous ou au-dessus du seuil de pauvreté national ou international (ou toute autre mesure à valeur monétaire). Il est donc nécessaire de comparer le niveau de pauvreté d'un ménage à des seuils spécifiques et de développer et tester des outils capables de mesurer la pauvreté absolue.

Ces outils sont toutefois limités. Premièrement, ils ne peuvent pas évaluer l'influence des programmes de microfinance sur la réduction de la pauvreté ni la contribution de la microfinance aux Objectifs du millénaire pour le développement. Il ne s'agit donc pas d'analyser différents concepts de recherche sur les mesures d'impact. Néanmoins, comme ces outils doivent servir à évaluer l'évolution des niveaux de

pauvreté parmi les ménages des clients et des non-clients, ils pourraient être utilisés dans le futur pour évaluer l'impact de la microfinance.

De même, les outils de mesure de la pauvreté ne peuvent pas par eux-mêmes rendre compte des retombées sociales majeures obtenues par les IMF, qui vont au-delà de la réduction de la pauvreté. Ils ne peuvent pas non plus rendre compte des résultats des stratégies à buts multiples des IMF, qui contribuent à la réalisation de l'objectif du millénaire sur la réduction de la pauvreté.

Cependant, les outils de mesure de la pauvreté peuvent, dans des circonstances particulières, déterminer le nombre de clients qui franchissent le seuil de pauvreté. Il faut pour cela créer des outils de mesure précis et pratiques. Une fois testés et disponibles, leurs usages répétés dans le temps pour mesurer les variations du niveau de pauvreté ne pose en général aucun problème conceptuel ou pratique. Ce chapitre est donc axé sur les difficultés liées au processus de développement de ces outils.

Introduction à l'approche d'IRIS

Pour développer des outils aussi précis que possible, faciles à utiliser et bon marché, IRIS a adopté une méthodologie qui repose sur deux séries séquentielles de tests : des tests de précision, basés sur des données primaires et secondaires portant sur les dépenses des ménages de 12 pays, et des tests de fonctionnalité, menés auprès d'organisations de développement de micro-entreprises dans 15 pays. Le fait de mener des tests séparés permet de tester la validité des outils au sein d'un environnement contrôlé en se basant sur une collecte de données et une analyse statistique rigoureuse,

tout en recueillant l'opinion des opérateurs sur des aspects cruciaux de la fonctionnalité des outils recommandés. Cette double approche permet de développer des outils rentables et capables de fournir une image précise des niveaux de pauvreté.

Les *tests de précision* utilisent principalement des données primaires et secondaires pour identifier un ensemble d'indicateurs de pauvreté, qui indiquent le plus précisément possible le niveau de pauvreté de ménages sélectionnés au hasard. Les données primaires ont été recueillies par IRIS parmi les ménages de quatre pays des régions principales où l'USAID opère (Bangladesh, Pérou, Ouganda et Kazakhstan), afin de tester la performance d'un ensemble varié d'indicateurs de mesure de la pauvreté. L'analyse de précision a également étudié les données de huit autres pays déjà recueillies par le LSMS.⁸ Tous les pays ont été sélectionnés en fonction d'un ensemble de critères comprenant : le montant des fonds octroyés par l'USAID à la micro-entreprise, au niveau international et régional ; l'intensité des activités de la micro-entreprise ; l'existence de données préexistantes sur les dépenses (notamment celles fournies par des outils comme le LSMS, le *Social Dimensions of Adjustment Integrated Survey* (SDA-IS), ou d'autres outils de sondage portant sur les dépenses des ménages), pour le calibrage du seuil de pauvreté et des variations géographiques et linguistiques. Sur la base de cette analyse, IRIS a créé six outils « raccourcis » qui incluent différentes combinaisons d'indicateurs jugés les plus performants pour estimer le niveau de pauvreté dans les 12 pays testés.

Lors des *tests de fonctionnalité*, les organisations de développement des micro-entreprises ont utilisé ces outils raccourcis pour recueillir des informations sur un

ensemble de critères déterminés, notamment les coûts associés (temps, argent, infrastructures nécessaires, etc.) ainsi que les difficultés de procédures et d'exécution.

L'équipe d'IRIS a utilisé un ensemble de questions et de facteurs pour évaluer la fonctionnalité des outils :

- quelles méthodes de collecte de données sont les plus appropriées en fonction du type d'organisation qui les utilise ;
- quels sont les indicateurs faciles ou difficiles à adapter, à répertorier et à analyser ;
- de quelle manière la longueur du questionnaire affecte son exécution ;
- comment les outils peuvent être facilement intégrés aux méthodes de collecte de données existantes ;
- quel est le niveau de coût acceptable ;
- comment le personnel peut-il être facilement formé à l'utilisation de ces outils ;
- quelles techniques de saisie des données peuvent être utilisées pour ces outils ;
- quelles seront les mesures nécessaires de contrôle de la qualité ;
- quels seront les besoins en matière de systèmes d'information de gestion (SIG).

L'analyse des données sur la précision et la fonctionnalité permettra de créer un ensemble d'outils spécifiques par pays que l'USAID fera éventuellement certifier dans le cadre du Microenterprise for Self-Reliance Act.

Au cours des pages suivantes, nous nous intéresserons aux difficultés liées à la définition et l'amélioration de la précision des outils et aux solutions apportées par l'équipe USAID/IRIS. Nous discuterons ensuite des questions liées au test de précision sur la base des données primaires et des résultats obtenus dans les 12 pays mentionnés en

page 8. Puis, nous décrivons le test de fonctionnalité et ses résultats initiaux. Enfin, après s'être penché sur l'importance de considérer les différences entre les genres dans l'évaluation du niveau de pauvreté, ce chapitre se termine par un énoncé des différents points de vue relatifs à la mesure exacte des progrès accomplis par les clients pour franchir le seuil de pauvreté de 1 \$ par jour.

De quel niveau de précision s'agit t-il ? Description et résultats des tests de précision

Dès le début du projet, l'équipe d'IRIS avait l'intuition, sur la base sur les études existantes, qu'il serait nécessaire de faire un important compromis entre la précision et la fonctionnalité. Malgré ses imperfections, le LSMS est certainement l'outil de mesure de la pauvreté le plus précis disponible aujourd'hui. Néanmoins, son usage demeure restreint car les entretiens individuels durent plusieurs heures et l'analyse des données requiert des compétences avancées en statistiques et programmation.

Cependant, nos résultats démontrent dans une large mesure que la précision des évaluations faites par le biais des outils raccourcis de mesure de la pauvreté peut être très proche de celle des résultats du LSMS, sans qu'il soit nécessaire de changer drastiquement leur durée d'utilisation, leur coût ou leur degré de complexité. Cette observation semble se confirmer quelque soit le degré de sophistication du test de précision utilisé. Dans cette partie de l'ouvrage, nous approfondirons ce que nous entendons par précision, pourquoi elle est importante et comment on peut l'évaluer et l'améliorer.

La précision des outils de mesure de la pauvreté peut être évaluée en utilisant deux principaux coefficients :

1. le pourcentage de clients dont le niveau de pauvreté, qu'il soit très pauvre ou non, est estimé correctement (les personnes « très pauvres » sont correctement identifiées). Il s'agit du pourcentage d' « exactitude totale ». ⁹
2. le pourcentage de clients « très pauvres » correctement estimé. Il s'agit du « niveau de pauvreté exact ».

Ces deux mesures sont utiles, mais compte tenu des objectifs spécifiques de la loi, l'USAID sera certainement plus intéressée par le degré de précision de ces outils vis-à-vis de la mesure du niveau de pauvreté des personnes très pauvres (coefficient 2) plutôt que par l'estimation des personnes très pauvres **et** pas très pauvres (coefficient 1). Les outils d'IRIS accordent donc plus d'importance au second coefficient.

Cependant, compte tenu du but visé par la loi, une autre mesure est importante pour l'USAID : la proportion de clients dont l'estimation du niveau réel de pauvreté est incorrecte. En effet, puisque l'intention du Congrès est de s'assurer que 50% du financement en faveur de la micro-entreprise soit destiné aux personnes très pauvres, il est important de revoir le nombre de personnes très pauvres non desservies par les programmes de micro-entreprise parce qu'elles ont été classées par erreur dans un groupe de moins pauvres. Ces personnes font partie de ce qu'on appelle « l'erreur de sous-représentation ». De la même façon, il faut revoir le nombre de personnes qui ne font pas réellement partie du groupe des très pauvres mais qui bénéficient de ces programmes

parce qu'elles ont été incorrectement classées parmi les plus pauvres (« erreur de fuite »).¹⁰

Il est donc essentiel de développer des outils de mesure de la pauvreté qui peuvent identifier et minimiser les erreurs de classement. Il est tout aussi important de s'assurer que ces outils peuvent aussi pondérer ces deux types d'erreur. Puisque le Congrès s'intéresse au niveau de pauvreté de *groupes* de clients, plutôt qu'aux clients *individuels*, le fait qu'un grand nombre de clients très pauvres soit classé dans un autre groupe n'a pas grande importance si ce nombre est égal au nombre de personnes ne faisant pas partie du groupe très pauvre, mais ayant été classées par erreur parmi les très pauvres.¹¹ Prenons par exemple le cas d'un outil qui détermine le nombre de clients très pauvres parmi un groupe de dix clients. Si l'outil fait l'erreur de classer quatre clients très pauvres dans le groupe « pas très pauvres » et classe quatre autres clients qui ne sont pas très pauvres dans le groupe « très pauvres », les erreurs s'annulent et n'affectent pas le résultat total. Cependant, si l'outil est utilisé pour une évaluation ou un ciblage individuel, les erreurs **s'additionnent** : huit personnes ont été mal identifiées, de sorte que quatre clients très pauvres ne recevront peut-être pas les services qui ont été spécifiquement conçus pour répondre à leurs besoins, tandis que les quatre autres clients pas très pauvres pourraient recevoir des services pour lesquels leur niveau réel de pauvreté ne les qualifie pas.

Suivant les recommandations d'IRIS, l'USAID a alors décidé d'utiliser un critère de mesure de précision spécifiquement créé pour ce projet, qui tient compte d'une préférence pour les erreurs pondérées, en plus de la précision des outils servant à mesurer

la pauvreté. Il s'agit plus précisément de l'indicateur connu sous le nom du *Balanced Poverty Accuracy Criterion* (BPAC) (Critère pondéré de précision du niveau de pauvreté) et calculé comme suit : « Niveau de pauvreté moins la différence absolue entre « l'erreur de sous-représentation » et « l'erreur de fuite », chaque coefficient exprimé en pourcentage du nombre total de personnes très pauvres ». ¹² En utilisant cette nouvelle mesure composée de la précision, l'IRIS a conduit une analyse statistique qui a résulté en la définition d'un ensemble d'indicateurs identifiant les personnes très pauvres dans les 12 pays du projet, tout en s'assurant que dans la plupart des cas, les erreurs s'équilibraient. Les difficultés éprouvées lors de cette analyse et les résultats qui en ont découlé sont présentés dans la partie suivante.

Approche

Un protocole de recherche a été développé pour les quatre pays dans lesquels on avait recueilli les données primaires : Bangladesh, Pérou, Ouganda et Kazakhstan. L'enquête était constituée de deux modules : un questionnaire composite fait d'un large ensemble d'indicateurs multidimensionnels de pauvreté et un questionnaire de référence pour la mesure de la pauvreté absolue. Le questionnaire composite a été conçu à partir d'une compilation des ouvrages de référence sur la pauvreté et de plusieurs outils utilisés par les opérateurs ; il a été soumis à 800 ménages dans chaque pays de l'échantillon, au cours de la première visite effectuée.

Le questionnaire composite n'est pas le prototype d'outil que l'IRIS va soumettre à l'USAID pour certification en septembre 2006, mais plutôt un « incubateur d'outil » par lequel un certain nombre de combinaisons d'outils utilisés par les opérateurs seront testés pour leur précision. Le questionnaire composite a permis à l'équipe – qui faisait pourtant face à des contraintes strictes de calendrier imposées par l'échéancier d'exécution de la loi – de tester de nombreux indicateurs développés par les opérateurs, sans pour autant avoir à tester la totalité des outils existants dans de nombreux pays.

Le questionnaire de référence servant à mesurer la pauvreté absolue des ménages de l'échantillon (à savoir le statut de pauvreté « réel ») a été créé à partir de la version modifiée du module des dépenses du LSMS.¹³ Dans le cadre de ce questionnaire, des informations détaillées sur les dépenses des ménages de l'échantillon ont été recueillies dans chaque pays, précisément 14 jours après la première visite ; cette collecte a permis d'obtenir la meilleure information quantitative possible sur le statut de pauvreté « réel » de chaque ménage. Cet intervalle de deux semaines a permis de poser des questions de ce genre : « Depuis notre dernière visite, quelle quantité de riz avez-vous achetée ? », ce qui a ainsi permis de comparer plus précisément les réponses du questionnaire de référence. On a ensuite employé des méthodes statistiques pour identifier les 15 indicateurs du questionnaire composite qui déterminaient le plus précisément le statut de pauvreté « réel » des ménages, ceux qui en d'autres termes se rapprochaient le plus des résultats de référence.

Échantillonnage, taux et seuils de pauvreté

En collaboration avec des cabinets d'enquêtes expérimentés locaux, l'IRIS a conduit des tests de précision sur les données primaires au Bangladesh, au Pérou, au Kazakhstan et en Ouganda. La tâche des cabinets locaux consistait à l'abord à adapter le questionnaire composite générique et le questionnaire de référence au contexte national et local, puis à mener une enquête d'envergure nationale sur un échantillon représentatif de 800 ménages.¹⁴ Le nettoyage et l'analyse des données ont été réalisés par l'IRIS et par l'Institut du développement rural de l'Université de Göttingen en Allemagne.

Dans le cadre de cette analyse, un ménage était classé comme étant « très pauvre » s'il remplissait l'une des conditions suivantes : (a) si le ménage « vivait avec moins de 1 \$US par jour et par tête » (1,08 \$ US par jour à la PPA de 1993), ce qui est la définition internationale de la « pauvreté extrême » dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (« seuil de pauvreté international ») ; ou (b) le ménage fait partie de la moitié inférieure de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté national (« seuil de pauvreté national »).

Le pourcentage de la population classée parmi les « très pauvres » dans ces quatre pays et le seuil de pauvreté par rapport auquel ce groupe a été comparé sont représentés dans le tableau 1.

Tableau 1.1 : Incidence de pauvreté par pays

Pays	Taux de pauvreté (%)	Seuil de pauvreté utilisé
Bangladesh	31,40	International
Pérou	26,88	National
Ouganda	32,36	International
Kazakhstan	4,53	National

Source : Calculs faits dans Zeller et al. (2005a, 2005b, 2005c, 2005d)

L'utilisation de ces deux définitions de la pauvreté dans les tests de précision a conduit à de longs calculs chronophages. L'utilisation du seuil de pauvreté international de 1 \$ US (en réalité 1,08 \$ US par jour sur la base des prix de 1993) requiert une conversion à la PPA pour correspondre au pouvoir d'achat en monnaie locale au moment de l'enquête. Au Bangladesh, 1,08 \$ US valait 23,18 Taka au moment du test de précision en mars 2004. Pourtant, 1,08 \$ US valait 60 Taka sur le marché des taux de change, au cours de la même période, ce qui suggère que sans l'ajustement à la PPA, on aurait obtenu une estimation trop élevée du nombre de clients très pauvres.¹⁵

L'identification des ménages très pauvres en faisant usage du concept de moitié inférieure (50 %) des ménages situés au-dessous du seuil national de pauvreté soulève également des questions. Certains pays n'ont pas de seuil de pauvreté officiel, tandis que d'autres en ont plusieurs afin de tenir compte des différences de prix et de conditions de vie entre les différentes régions d'un même pays. Par exemple, au Pérou et au Kazakhstan, on compte respectivement 7 et 14 seuils de pauvreté. Si les seuils de pauvreté régionaux sont publiés au Pérou et au Kazakhstan, ce n'est pas le cas des dépenses quotidiennes moyennes par habitant. Or, celles-ci constituent un indicateur déterminant pour identifier les ménages vivant dans la moitié inférieure au-dessous du

seuil de pauvreté national. Pourtant, la seule façon de déterminer avec précision les dépenses quotidiennes moyennes par habitant est d'accéder directement aux données nationales sur les dépenses des ménages par région. Mais cette approche est problématique parce qu'il est difficile d'accéder à ces données et que le calcul des dépenses quotidiennes moyennes ajustées au taux d'inflation dans chaque région est fastidieux.

La couverture de la pauvreté par les institutions de microfinance des quatre pays principaux étudiés

La collecte des données des tests de précision au Bangladesh, au Pérou, au Kazakhstan et en Ouganda présentait un avantage supplémentaire, celui de mieux étudier la couverture de la pauvreté réalisée par les IMF dont les clients étaient inclus dans l'échantillon de ces pays. Comme les données dérivait des échantillons nationaux, ceux-ci incluaient non seulement les clients entrants mais aussi tous les types de client des IMF. Le tableau illustre le résultat de ces calculs. Parmi les quatre pays analysés, c'est le Bangladesh qui a la plus large couverture : 43 % des ménages de l'échantillon national étaient des clients des IMF. En ce qui concerne la pénétration de la couverture (pourcentage des clients très pauvres), le Bangladesh devance largement les autres pays par une marge importante, puisque environ 30 % des clients dans ce pays font partie du groupe des personnes très pauvres. Dans les trois autres pays, l'étendue et la pénétration de la couverture des IMF sont encore très faibles. Ces différences étonnantes s'expliquent par le fort accent mis sur la pauvreté et la couverture extensive réalisés par les IMF dans

les zones densément peuplées du Bangladesh, au cours des trois décennies écoulées. La plus faible pénétration de la couverture observée au Kazakhstan peut s'expliquer par le fait que 4,5 % des ménages de l'échantillon national sont très pauvres et que la plupart des clients sont des épargnants relativement nantis auprès des banques commerciales ou des banques publiques, plutôt que des clients d'IMF.

Tableau 1.2 : Couverture de pauvreté de quatre institutions financières dans quatre pays

Pays	Étendue de la couverture (pourcentage de clients par rapport à la population totale)	Pénétration de la couverture (pourcentage de clients très pauvres par rapport au total des clients)	Pourcentage de clients vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 1\$US/jour (ajusté à la PPA)
Bangladesh	43,2	30,4	30,4
Kazakhstan	13,3	0,9	< 0,9
Pérou	6,9	11,25	2,5
Ouganda	5,1	15	15

Note : Dans le cas du Kazakhstan, les clients des institutions de conseil en gestion sont inclus dans les données. Au Pérou, le nombre de personnes adultes est utilisé comme base de calcul ; pour les autres pays, la base de calcul est le nombre de ménages.

Source : Données publiées dans le rapport de l'IRIS dans Zeller *et al.* (2005a, 2005b, 2005c, et 2005d).

Étant donné le nombre élevé de clients dans l'échantillon national du Bangladesh, une analyse supplémentaire de la pénétration de la couverture par institution financière a pu être réalisée (voir tableau 3).

Tableau 1.3 : Profondeur de la couverture au Bangladesh par type d'institution financière

Type d'institution financière	Moyenne des dépenses quotidiennes par habitant (Taka)	Pourcentage des ménages vivant au-dessous de 1 \$US/jour (ajusté à la PPA)
Les 45 ONG de tête et la Grameen Bank	29,89	44,38
Autres ONG et institutions civiques	42,89	11,11
Banques publiques ou programmes de crédit du gouvernement	43,65	17,97
Banques privées / coopératives/ et autres institutions privées à l'exception de la Grameen Bank	34,60	25
Total des clients (n=345)	36,50	30,43

Source : Tableau 5.3.1 du rapport de l'IRIS dans Zeller et al. (2005a).

Les 45 premières ONG de microfinance et la Grameen Bank desservent un nombre relativement élevé de clients pauvres, puisque 44 % de leurs clients vivent au-dessous du seuil de pauvreté international. Ce chiffre sous-estime très probablement l'impact de ces IMF sur la pauvreté, parce que beaucoup de clients actuels ne faisant pas partie du groupe des très pauvres au moment de l'enquête peuvent avoir été au-dessous du seuil de pauvreté lorsqu'ils ont adhéré à un programme de microfinance pour la première fois.¹⁶

Identification des ensembles d'indicateurs de pauvreté

Cette section décrit brièvement l'analyse statistique qui a conduit à l'identification des cinq, dix et quinze indicateurs qui déterminent avec plus d'exactitude le statut de pauvreté « réel » de chaque ménage; c'est-à-dire ceux qui se rapprochent le plus du statut de pauvreté tel qu'il a été mesuré par le questionnaire de référence. Afin d'identifier des

indicateurs de pauvreté fiables, l'IRIS a évalué plusieurs types de modèle de régression dans chacun des 12 pays étudiés.¹⁷ Le but de ces analyses était d'utiliser les informations ainsi recueillies et reliées à un grand nombre d'indicateurs afin de déterminer les dépenses quotidiennes par habitant et, en comparant ces dépenses avec le seuil de pauvreté approprié, déterminer le statut de pauvreté du ménage.¹⁸

Dans tous les 12 pays, un ensemble de variables indépendantes standards, incluant les variables très souvent utilisées dans le LSMS, a été défini. Ces variables comprennent des indicateurs de pauvreté principalement liés à la démographie, à l'acquisition de biens, à l'habitation, à l'éducation et à l'occupation professionnelle. Dans les quatre pays où ont été recueillies des données primaires, il a été possible de définir à partir du questionnaire composite huit ensembles de variables supplémentaires contenant plusieurs autres dimensions de la pauvreté, comme le capital social, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité, l'accès au financement et l'exposition aux risques. Ces ensembles d'indicateurs plus larges ont permis d'identifier des outils d'évaluation de la pauvreté ayant un niveau de précision plus élevé. Ceux-ci présentent cependant deux désavantages importants. Premièrement, ces indicateurs ne sont disponibles que dans les pays où ils ont été utilisés par les opérateurs, ce qui limite leur pertinence dans le développement d'outils destinés à un plus grand nombre de pays. Deuxièmement, les ensembles de variables plus larges incluent des indicateurs plus complexes, comme le montant des dépenses alimentaires du mois précédent ou la surface du terrain arable possédée par le ménage. Ce type de variable est difficile à obtenir dans le cadre d'une interview, comparé au type de toiture de la résidence du ménage, par exemple.

Le tableau 1.4 montre les niveaux de précision atteints par les outils créés par l'IRIS dans les 12 échantillons nationaux. Il n'est pas surprenant de remarquer que la précision des outils diminue lorsque la prévalence de la pauvreté est faible : lorsqu'un phénomène devient plus rare, il devient également plus difficile de déterminer son incidence avec précision. Concrètement, cela signifie qu'il est plus difficile de classer correctement un ménage très pauvre au Kazakhstan que ce ne l'est en Inde.

Dans le cadre de la loi sur l'évaluation de la pauvreté, il est encore plus important de s'intéresser aux meilleurs modèles statistiques utilisant les indicateurs qui contrebalancent les deux types d'erreur cités plus haut : la proportion des clients très pauvres incorrectement classés dans le groupe « pas très pauvre » (sous-représentation) est égale ou presque égale à la proportion des clients pas très pauvres incorrectement classés dans le groupe « très pauvre » (fuite).

Une façon d'estimer la performance de ces nouveaux outils est de comparer leur précision à celle des indicateurs de pénétration de la couverture existants, tels que la taille des prêts. Dans le cas du Bangladesh, où l'échantillon contenait la proportion de clients pauvres la plus large, il a été possible d'analyser la précision de la taille du prêt comme variable prédictive des dépenses quotidiennes par habitant et, par conséquent, du statut de pauvreté. Comme le démontre le tableau 1.4, l'erreur de sous-représentation de l'outil d'évaluation de la taille de prêt le plus calibré s'élève à plus de 80 %, ce qui démontre que plus de quatre ménages très pauvres sur cinq dans l'échantillon du Bangladesh

étaient incorrectement classés dans le groupe « pas très pauvre » sur la base de la taille de leur prêt. L'utilisation de la taille du prêt comme variable prédictive de la pauvreté peut clairement conduire à d'importantes erreurs de classement, particulièrement pour les personnes très pauvres.

Tableau 1.4 : Résultats des tests de précision dans les 12 pays témoins

	Incidence de pauvreté	Précision totale	Exactitude du niveau de pauvreté	Erreur de « sous-représentation »	Erreur de « fuite »	BPAC	PIE (erreur sur l'incidence de pauvreté)
Kazakhstan	04,52 %	94,61	40,54	59,46	59,46	40,54	0,00
Jamaïque	8,03 %	92,85	54,69	45,31	43,75	53,13	-0,13
Albanie	10,42 %	90,21	53,97	46,03	47,94	52,06	0,20
Ghana	13,42 %	87,51	53,90	46,10	46,95	53,05	0,11
Vietnam	14,52 %	91,61	71,66	28,34	29,50	70,50	0,17
Guatemala	22,96 %	88,16	74,10	25,90	25,66	73,86	-0,06
Pérou	26,88 %	85,13	72,56	27,44	27,91	72,09	0,13
Bangladesh	31,41 %	83,48	74,50	25,50	27,09	72,98	0,50
<i>Outil de mesure à partir de la taille du prêt</i>		<i>68,11</i>	<i>15,23</i>	<i>8,76</i>	<i>20,00</i>	<i>-49,53</i>	<i>-19,68</i>
Ouganda	32,36 %	79,06	67,84	32,16	32,55	67,45	0,13
Madagascar	35,22 %	84,85	78,61	21,39	21,62	78,38	0,08
Tadjikistan	47,29 %	73,45	71,93	28,07	28,07	71,93	0,00
Inde (UP et Bihar)	77,87 %	86,50	91,33	8,67	8,67	91,33	0,00

Notes : Les résultats sont générés par les méthodes statistiques les plus performantes dans chaque pays.

L'outil de mesure à partir de la taille du prêt était testé uniquement au Bangladesh.

Source : IRIS. Les résultats définitifs du test de précision sont résumés et présentés dans le document suivant :

http://www.povertytools.org/Project_Documents/Accuracy%20Results%20for%2012%20Countries.pdf.

Indicateurs de pauvreté dans les 12 pays du projet

L'analyse de précision décrite ci-dessus révèle trois principaux résultats.

Premièrement, les mêmes catégories d'indicateurs contiennent les meilleures variables prédictives du statut de pauvreté dans la plupart des pays étudiés. Dans tous les pays, les dépenses quotidiennes par habitant en matière d'habillement constituent une variable prédictive importante du statut de pauvreté. Dans neuf des 12 pays, les indicateurs liés à l'habitation sont considérés comme des variables prédictives importantes du statut de pauvreté extrême. Les indicateurs liés à l'éducation et aux biens durables sont également importants. Deuxièmement, à l'intérieur de ces catégories, les indicateurs estimant le mieux le statut de pauvreté varient considérablement en importance et en poids d'un pays à un autre. Par exemple, un indicateur particulier qui établit avec une certaine exactitude le statut de pauvreté au Bangladesh, comme le genre du chef de ménage, est différent de l'indicateur qui établit le statut d'un ménage pauvre au Kazakhstan, où le niveau d'éducation primaire des membres du ménage serait l'indicateur le plus précis.

Troisièmement, des niveaux élevés de précision peuvent être obtenus avec un nombre relativement réduit d'indicateurs ; l'addition d'indicateurs supplémentaires dans les outils de mesure de la pauvreté ne s'accompagne pas nécessairement d'une augmentation du niveau de précision. Le tableau 1.5 présente les 15 meilleurs indicateurs retrouvés dans plus de trois des 12 pays de l'étude.

Tableau 1.5 : Les indicateurs de pauvreté les plus appropriés dans les 12 pays du projet

	KZ	JA	AL	GH	VN	GT	PE	BA	UG	MD	TJ	IN	Total
	Incidence de pauvreté inférieure à 20 %					Incidence de pauvreté supérieure à 20%							
Dépenses vestimentaires	x	x	x	X	x	x	X	x	X	X	x	X	12
Membres du ménage : sans éducation		x		X	x	x		x	X			X	7
Taille de la maison : nombre de pièces		x	x	X		x				x		X	6
Réfrigérateur	x	x	x	X	x						x		6
Membres du ménage : éducation primaire inachevée	x	x			x	x						X	5
Voiture		x	x	X		x					x		5
Radio				X	x					x	x	X	5
Cuisinière		x		X	x	x					x		5
Femme chef de famille		x		X				x		x	x		5
Nombre de bœufs possédés	x			X				x			x	X	5
Membres du ménage : ayant complété les études primaires		x	x	X		x							4
Membres du ménage : éducation secondaire inachevée	x	x				x			x				4
Chef de famille : éducation universitaire		x	x		x						x		4
Téléphone		x	x				x				x		4
Télévision					x	x				x	x		4
Les fonds reçus des familles ou proches, internationaux ou autres, constituent une partie des revenus.	x						x		x		x		4

Abréviations des noms de pays : Albanie (AL), Bangladesh (BA), Ghana (GH), Guatemala (GT), Inde (IN; Uttar Pradesh et Bihar uniquement), Jamaïque (JA), Kazakhstan (KZ), Madagascar (MD), Pérou (PE), Tadjikistan (TJ), Ouganda (UG), et Vietnam (VN).

Quel est le niveau de fonctionnalité acceptable? Les premières leçons des tests de fonctionnalité

L'une des innovations les plus importantes du Microenterprise for Self-Reliance Act réside dans la clause selon laquelle les outils doivent être développés pour les opérateurs et non pour les cabinets d'études ou les bureaux de statistiques du gouvernement. Cette clause présente un certain nombre d'opportunités pour les opérateurs, notamment la possibilité d'enrichir leurs connaissances sur les conditions de vie de leurs clients et d'utiliser cette information pour améliorer les caractéristiques de leurs produits et services. Cette clause présente également un certain nombre de défis, notamment ceux liées au contrôle de la qualité, aux tâches supplémentaires de collecte des données qui s'ajoutent au volume de travail du personnel, au suivi du comportement des clients, au suivi du personnel, etc.

Afin de mieux comprendre ces opportunités et ces défis, l'IRIS a organisé une série de tests de fonctionnalité financés par l'USAID. Ils ont été exécutés au cours de l'automne 2005 et du printemps 2006 par quatorze opérateurs de développement de micro-entreprises dans 15 pays.¹⁹ Les tests avaient pour but : 1) de mieux connaître le niveau de performance des indicateurs, afin d'éliminer de la version finale des outils les indicateurs les plus sensibles, complexes et chronophages; 2) d'identifier les problèmes d'utilisation pratique que l'USAID aura à considérer lors de la certification des outils.

Bien que les résultats de ces tests de fonctionnalité soient encore à l'étude au moment de la rédaction de cet article, les leçons suivantes peuvent déjà être retenues :

1. Les outils peuvent être d'utilisation rapide et simple

La plupart des outils raccourcis peuvent être utilisés par les opérateurs lors d'un entretien de moins de 15 minutes avec le client, auquel il faut ajouter le temps nécessaire pour la saisie des données et leur analyse au siège de l'organisation. Les outils dont l'utilisation est la plus rapide peuvent prendre à peu près dix minutes. Seuls les outils nécessitant une collecte des informations sur le ménage requièrent plus de vingt minutes avec le client.

2. Il faut un soutien sans faille de la part de l'équipe de gestion

Il est clair que le soutien de l'équipe de gestion au niveau local et au siège est absolument déterminant pour le succès des activités de mesure de la pauvreté. À chaque étape du processus, l'enthousiasme, le leadership intellectuel, la motivation et l'encouragement de l'équipe de gestion sont essentiels à l'accomplissement efficient et stimulant des tâches, tant pour le personnel et les clients. Cet esprit positif génère des informations utiles pour l'organisation et ses partenaires.

3. Gérer les attentes des clients et du personnel

L'un des objectifs directs ou indirects de la mesure du niveau de pauvreté est d'enrichir les connaissances des opérateurs concernant les besoins de leurs clients et la manière d'améliorer la nature et l'offre de leurs produits. Il n'est donc pas surprenant que les clients puissent être tentés de donner des réponses qui exagèrent ou sous-estiment leur niveau de pauvreté réel, s'ils savent que leurs réponses peuvent influencer sur le type de produits qui leurs seront offerts.

Par ailleurs, comme les opérateurs souhaitent démontrer l'impact de leurs opérations sur la pauvreté extrême des clients, les employés de ces organisations pourraient être tentés de surestimer la proportion des clients très pauvres au sein des groupes avec lesquels ils travaillent.²⁰

La détermination précise du niveau de pauvreté requiert de la part des micro-entreprises une bonne motivation des clients et du personnel, surtout si celui-ci pense que l'évaluation de sa performance est influencée par le niveau de pauvreté de ses clients. Certaines recommandations issues des tests de fonctionnalité sont présentées ci-dessous.

Au niveau du client :

- Le calendrier des entretiens sur la pauvreté est particulièrement important. Si les outils d'évaluation de la pauvreté sont utilisés pendant le traitement de la demande de prêt, les clients seront tentés d'ajuster leurs réponses pour être éligibles au prêt. Il est donc recommandé de recueillir les données sur la pauvreté après que la décision sur les prêts ait été rendue, par exemple au moment du déboursement du prêt.
- Les clients doivent savoir que leurs réponses n'affectent pas leur accès aux produits. Même si les entretiens ne se déroulent pas en même temps que la demande du prêt, les clients pourraient toujours avoir des raisons d'exagérer ou de sous-estimer leur niveau de pauvreté. Il est donc important de les informer que leurs réponses n'affectent d'aucune façon leur accès futur aux produits et services offerts.

- Le lieu où se déroule l'entretien peut empêcher la vérification des réponses. Autant que faire se peut, l'entretien devrait avoir lieu au domicile du client et non dans les locaux de l'ONG ou les lieux de rencontre ; cela permet à l'interviewer de vérifier *de visu* les réponses en ce qui a trait à l'habitation et aux biens.

Au niveau du personnel :

- La précision est plus importante que le nombre de clients étudiés. Le personnel doit comprendre que la précision des rapports est plus importante pour l'évaluation de la pauvreté que le calcul du nombre de clients très pauvres.
- Le plus possible, l'outil ne doit pas permettre à l'interviewer de prédire ou de modifier la note relative des clients quant à leur niveau de pauvreté, afin qu'il ne soit pas tenté de manipuler les réponses pour aboutir à un résultat particulier. Les notes doivent être dissimulées au personnel ou saisies électroniquement seulement après avoir saisi les données de tous les clients.²¹

4. Comparer les avantages et les inconvénients de la sous-traitance dans l'évaluation de la pauvreté

La plupart des opérateurs impliqués dans les tests de fonctionnalité ont indiqué leur intention de sous-traiter aux cabinets d'études ou de recherche locaux la collecte des données sur la pauvreté à fournir à l'USAID. Ces organisations préfèrent confier la collecte des données sur la pauvreté aux professionnels des sondages ou aux étudiants des universités, au lieu de l'ajouter au volume de travail déjà important confié à leur

personnel. Cela, même si elles sont conscientes du fait que les relations existant entre leur personnel et les clients pourraient permettre des échanges plus francs et coopératifs.

Après observation, l'IRIS ne pense pas que la sous-traitance de cette activité empêcherait une évaluation correcte et utilisable de la pauvreté. En supposant que l'équipe de gestion locale et du siège social leur apporte un soutien, le travail de professionnels externes bien entraînés peut garantir une collecte efficace et une analyse rigoureuse des données. Par ailleurs, un personnel surchargé ou des consultants externes peu expérimentés ne sont pas toujours capables de suivre toutes les étapes nécessaires à l'évaluation du niveau de la pauvreté des clients, ce qui pourrait avoir un impact négatif considérable sur la qualité des données recueillies et la valeur ajoutée de l'organisation.

5. Garantir un contrôle de qualité permanent

Même si elle décide de sous-traiter l'évaluation de la pauvreté de ses clients aux cabinets professionnels ou aux groupes de recherche, une organisation doit investir du temps et de considérables ressources pour assurer un contrôle de qualité strict. Bien que les outils soient simples à utiliser, tout le programme d'évaluation requiert une planification minutieuse, une formation appropriée et une exécution adéquate, particulièrement en ce qui concerne l'échantillonnage, la vérification, l'exhaustivité, la précision et l'attention constante sur les détails.

La question du genre et la mesure de la pauvreté

Les opérateurs sont conscients que la distribution des revenus, des ressources et du pouvoir est rarement équitable au sein des ménages. Les effets combinés des

influences culturelles, qui accordent une priorité au bien-être et au leadership des hommes, et des programmes de micro-entreprises – généralement favorables aux femmes – créent un écart important dans la distribution des revenus et la répartition du pouvoir au sein des ménages. En l'absence d'une connaissance des structures de pouvoir et de répartition des revenus au sein du ménage, il est difficile de confirmer ou de réfuter l'idée répandue selon laquelle les femmes sont plus pauvres que les hommes d'un même ménage.

Dans ses débuts, le projet USAID/IRIS s'est intéressé à l'utilisation de méthodes simples, moins dispendieuses et disponibles immédiatement, permettant de cerner les différences de niveaux de pauvreté absolue parmi les membres d'un même ménage. Bien qu'aucune méthode n'ait été identifiée à l'époque, le projet s'est engagé à poursuivre les efforts faits en ce sens. Un expert en matière de genre a été mandaté pour créer un cadre conceptuel sur cette question.

Afin d'incorporer la question du genre dans le projet actuel, les opérateurs impliqués dans les tests de fonctionnalité ont été formés à prendre en considération cette problématique dans les prototypes d'outils utilisés.

A quoi ressemblent les outils raccourcis?

Vous trouverez ci-dessous un format possible des outils de l'USAID/IRIS. Pour chaque outil certifié qui sera utilisé dans un pays particulier, la nature et l'ordre spécifiques des questions seront déterminés.²²

Graphique 1.1

Outil de mesure de la pauvreté de l'USAID/IRIS - Ébauche

NUMERO DE L'ENQUETE : _____

Date de l'entretien _____

Heure de début _____

Enquêteur (code) _____

Sexe de l'enquêteur 0=Féminin ; 1=Masculin

Agence (code) _____

Durée dans le programme _____ Mois

Type de client _____

Région/Dept. _____

Lieu de résidence du client

Superviseur QC Date _____ Initiales _____

Siège social QC Date _____ Initiales _____

Données du SIG Date _____ Initiales _____

Type d'entreprise : _____

- | | |
|--------------------------|----------------------------------|
| 1. Fabrication | 2. Commerce de gros ou de détail |
| 3. Services alimentaires | 4. Transport |
| 5. Autres services | 6. Agriculture/Élevage |
| 7. Activités de pêche | 8. Autres |

1. Urbain ; 2. Semi-urbain ; 3. Rural

1. Client ou numéro d'identification _____

2. Groupe # _____

Instructions : Posez au client les questions telles qu'elles sont écrites et dans le même ordre. Indiquez les réponses dans les cases à la droite de la question.

***Enquêteur s'annonce :** « Bonjour. Je m'appelle _____. Je travaille pour l'organisation suivante _____. Nous essayons de mieux comprendre les clients avec lesquels nous travaillons et j'aimerais vous poser quelques questions. Cela nous prendra environ 15 minutes, et vos réponses seront compilées avec celles de _____ (nombre) autres ménages. Toutes vos réponses resteront confidentielles et votre nom ne sera pas associé à vos réponses. Etes-vous disponible pour répondre à ces questions ? »

3. Quel âge avez-vous ?

4.

Genre :

Observez, ne posez pas la question. 0=Féminine ; 1=Masculin.

5. Quel est votre statut marital ? (Lisez les réponses ; entrez un seul code dans la case)

1. Marié(e) et vivant ensemble ; 2. Marié(e) mais vivant séparés ; 3. Célibataire ; 4. Divorcé(e) / Séparé(e) ; 5. Veuf / veuve

***Enquêteur dit :** « J'aimerais vous poser quelques questions au sujet des membres de votre ménage. Permettez-moi de vous expliquer ce que nous entendons par « ménage ». Pour les besoins de cette enquête, un ménage est une personne ou un groupe de personnes qui vivent sous le même toit, mettent leurs revenus et leurs biens en commun et mangent à partir de la même nourriture. Un membre d'un ménage est une personne qui a vécu dans le ménage pendant au moins 6 mois l'année passée. » Répondez à toutes les questions que le répondant pourrait poser avant de continuer. Référez-vous au Guide d'exécution si vous avez des questions.

6. Sur la base de cette définition, combien de personnes compte votre ménage ?

***Enquêteur :** Demandez au répondant qui est le principal pourvoyeur de revenus de la maison. Référez-vous au Guide d'exécution si vous avez des questions.

7. Qui est le principal pourvoyeur de revenus de la maison durant l'année ?

Genre :

0=Répondant; 1=Autre.

0=Féminin ;
1=Masculin

***Enquêteur :** Posez la question de l'âge si le répondant n'est pas le pourvoyeur principal de revenus.

**Enquêteur dit : « J'ai quelques questions au sujet de ce membre de votre ménage. » REMARQUE : Si le répondant est le concerné, modifiez la question en conséquence.*

8. Quel est le niveau d'éducation du pourvoyeur principal de revenus ?

** Entrez le niveau le plus haut atteint ; par exemple, s'il est actuellement en 2^{ème} année du cycle secondaire, alors la 1^{ère} année est le plus haut niveau atteint.*

(A complété le primaire = 6 ; A complété le premier cycle du secondaire = 10; Baccalauréat = 12 ; Licence = 14 ; Maîtrise = 16 ; Doctorat = 18)

**Enquêteur : Posez les deux questions suivantes uniquement si le niveau d'éducation du répondant est inférieur à 14.*

Est-ce que le principal pourvoyeur de revenus peut lire une phrase

9. complète ?

0=non, 1=oui

Est-ce que le principal pourvoyeur de revenus peut écrire une phrase

10. complète ?

0=non, 1=oui

11. Combien de fois avez-vous été malade et incapable de participer aux activités quotidiennes au cours des douze derniers mois ?

12. Combien de membres de votre ménage ont été malades au point de ne pouvoir participer aux activités quotidiennes ?

**Enquêteur dit : « J'ai également quelques questions au sujet de votre maison. »*

13. Dans votre maison, sur quoi dormez-vous ?

1=A même le sol ; 2= Un matelas mince à base de fibres naturelles ; 3=Matelas mince à base de fibres industrielles ;

4= Matelas épais à base de fibres naturelles ; 5=Matelas épais à base de fibres industrielles ; 6=Lit

14. Quel a été le montant total des dépenses relatives aux vêtements et aux chaussures dans votre ménage au cours des douze derniers mois ?

**Remarques : Si les vêtements sont cousus à la maison, demandez au répondant d'estimer le coût d'achat de ces mêmes vêtements.*

**Enquêteur dit : « Maintenant, j'aimerais vous poser des questions au sujet de certains articles de votre maison et certains outils que vous utilisez pour vos activités agricoles ».*

Remarque : Si vous utilisez des illustrations visuelles, c'est maintenant qu'il faut les montrer au répondant.

15. Est-ce que votre ménage a un équipement audio ?
0=non, 1=oui
16. Est-ce que votre ménage possède un appareil-photo ?
0=non, 1=oui
17. Est-ce que votre ménage possède un rickshaw ?
0=non, 1=oui
18. Est-ce que votre ménage possède une batteuse ?
0=non, 1=oui
19. Combien de cochons possède votre ménage ? Nombre :

20. Est-ce que votre ménage possède un ou plusieurs tracteurs ? Quelle en est la valeur actuelle ?

Nombre : Valeur :

21. Quelle est la valeur totale de la vaisselle de votre ménage ? Valeur :
22. Quelle est la valeur totale des marmites métalliques de votre ménage ? Valeur :
23. Quelle est la superficie totale du terrain que possède votre ménage ?

**Enquêteur dit : « J'ai une question au sujet de l'argent qui vous est envoyé de l'étranger ; je sais que cette question peut être sensible ; aussi je vous garantis que votre réponse ne sera pas dévoilée. »*

24. Est-ce qu'un membre de votre famille (i.e pas un membre du ménage actuel !) ou un ami de la famille qui travaillait ailleurs ou à l'étranger vous a envoyé de l'argent au cours des douze derniers mois ?

*Si oui, allez à la question 25. Si non, concluez l'entretien.

0=non, 1=oui

25. S'il vous plaît, estimez la proportion des revenus du ménage au cours des douze derniers mois qui ont été reçus de l'étranger ou d'ailleurs. %

**Enquêteur : Relisez le questionnaire pour voir si vous n'avez pas omis une question. Si vous en avez omis, posez-les au répondant ; sinon l'entretien est terminé. N'oubliez pas de remercier le répondant pour le temps et l'aide qu'il vous a accordés en répondant à ce questionnaire.*

Quel est l'avenir de la mesure liée au passage du seuil de pauvreté de 1 \$ par jour ?

Que nous révèlent les propos antérieurs sur la capacité des outils raccourcis à mesurer les progrès réalisés par chaque ménage pauvre pour s'affranchir de la « pauvreté extrême », telle que définie par les Objectifs du millénaire pour le développement (le seuil de 1,08 \$ US mesuré sur la PPA en 1993) ? Bien que la réponse repose sur notre propre expérience des outils de l'USAID/IRIS, elle se rapproche à notre avis des leçons tirées d'autres projets de développement d'outils de mesure de la pauvreté.

Même s'ils ont été conçus pour produire des évaluations « instantanées » sur le niveau de pauvreté, les outils raccourcis peuvent être utilisés pour mesurer le passage du seuil de 1 \$US par jour en supposant que les conditions suivantes soient réunies : ***a) le seuil de pauvreté est rapporté à la parité du pouvoir d'achat et non au taux de change du marché des devises; b) les outils sont calibrés par rapport au contexte du pays dans lequel ils sont utilisés ; c) les outils sont actualisés entre la première et la dernière mesure ; d) le statut de pauvreté est mesuré par groupe de clients ; e) les répondants sont des nouveaux clients au moment de la première mesure ; f) les données sur la pauvreté sont recueillies à intervalles réguliers dans le même échantillon de clients.*** La partie qui suit examine chacune de ces conditions.

Le seuil de pauvreté est rapporté à la parité du pouvoir d'achat (PPA) et non au taux de change du marché des devises.

Comme on l'a vu précédemment dans le cas du Bangladesh, l'utilisation de la PPA pour exprimer le seuil de pauvreté en monnaie locale est un élément crucial de la mesure du taux de pauvreté de 1 \$US /par jour (tel que défini par les Objectifs du millénaire pour le

développement). Dans presque toutes les économies en transition ou en développement, les taux du marché de change sont plus élevés que leur équivalent en PPA. Au Cambodge par exemple, le taux de change moyen en janvier 2006 était de 4 119 riels pour 1 dollar, tandis que la PPA basée sur les prix les plus récents donnait 892 riels pour 1 dollar. De même, en Éthiopie, le taux de change moyen en janvier 2006 était de 8,6 birrs pour 1 dollar, tandis que la PPA ne donnait pas plus de 1,97 birrs pour 1 dollar. Dans la République du Kirghizistan, le taux de change et la PPA en janvier 2005 étaient respectivement de 41 et 15 soms pour 1 dollar. Dans ces trois pays, comme dans la plupart des autres pays, l'utilisation du taux de change dans la détermination du seuil de pauvreté aboutirait à une exagération grossière du nombre de pauvres franchissant ce seuil.²³

Des outils aussi précis que possible

Bien que la nature de l'exercice et les avancées méthodologiques actuelles ne permettent pas qu'un outil de mesure de la pauvreté puisse être totalement exact, l'exactitude des mesures dépend pourtant essentiellement de la précision de l'outil utilisé. Cette précision, telle que définie par le *Balanced Poverty Accuracy Criterion* (BPAC) (Critère pondéré de précision de la pauvreté), est accrue lorsque les deux facteurs suivants sont réunis :

- 1) L'exactitude de la mesure de la pauvreté est maximisée : le plus grand nombre possible de clients très pauvres est correctement prédit par un outil donné.
- 2) Les erreurs de « sous-représentation » et de « fuite » sont au même niveau : le nombre de clients très pauvres comptés par erreur dans le groupe de clients « pas très pauvres » est égal au

nombre de clients pas très pauvres qui ont été comptés par erreur dans le groupe des clients « très pauvres » (les deux erreurs sont exprimées sur la base du nombre total des clients très pauvres).

Tel que décrit précédemment dans ce chapitre, ce degré de précision est affecté par un certain nombre de facteurs, dont le plus important est l'incidence de la pauvreté dans le pays ou la région étudiée. Si la pauvreté extrême est relativement rare, la précision de n'importe quel outil de mesure de la pauvreté en sera diminuée. Il existe néanmoins deux moyens qui permettraient aux opérateurs de s'assurer que l'outil qu'ils utilisent est aussi précis que possible, quelque soit le niveau d'incidence de la pauvreté et les méthodologies à leur disposition. La première approche consiste à définir le niveau minimum de BPAC acceptable dans chacun des pays où l'outil est utilisé ; les outils qui n'atteignent pas ce minimum sont alors éliminés. La seconde approche consiste, pour l'opérateur, à demander au concepteur de l'outil de démontrer que la méthode statistique utilisée pour sélectionner les indicateurs et les pondérations permet d'obtenir le meilleur BPAC. Cette dernière approche présente l'avantage de sélectionner les outils sur la base de leur performance et de les comparer à d'autres méthodes statistiques utilisées pour le même pays. Cela ne pénalise donc pas les outils peu précis dans un pays donné simplement parce qu'ils ont été développés dans un pays ayant une faible incidence de la pauvreté.

Les outils sont calibrés pour le pays dans lequel ils sont utilisés

Les outils de mesure de la pauvreté actuellement disponibles combinent les indicateurs et les pondérations identifiés au cours de l'analyse de données dans des pays spécifiques. Par conséquent, leur précision sera accrue dans ces pays. Quoiqu'il n'existe pas de raisons techniques valables pour empêcher l'utilisation de ces outils dans d'autres pays, il est à prévoir

que les outils développés spécifiquement pour certains pays produiront des résultats erronés dans d'autres pays.

En effet, les indicateurs qui sont intimement liés au statut de pauvreté d'un pays pourraient ne pas être applicables dans d'autres pays (par exemple, un rickshaw en Russie ou un porc au Pakistan). L'indicateur pourrait également perdre de sa pertinence dans un pays donné : le type de pétrole utilisé pour la cuisson est un important indicateur du statut de pauvreté au Bangladesh, mais ne l'est pas en Albanie.

Que peut faire un opérateur qui souhaite mesurer la pauvreté dans un pays où aucun outil de mesure de la pauvreté n'a jamais été développé ? Une première solution serait de développer des « outils internationaux » qui pourraient être appliqués dans n'importe quel pays. L'IRIS a développé deux de ces outils : le premier est basé sur les pays les plus pauvres de notre échantillon de 12, le second sur les pays relativement moins pauvres de notre échantillon. Toutefois, l'organisme s'est rendu compte que ces outils étaient moins précis que les outils calibrés pour ces pays en particulier.²⁴ Même si ces outils sont suffisamment précis, le niveau de données et d'analyses nécessaires pour les ajuster aux spécificités de chaque pays serait équivalent à l'effort requis pour développer un outil calibré pour ces pays. Dans ce cas, celui-ci serait plus précis. Par conséquent, les outils internationaux sont inexacts et inefficients. La meilleure solution serait de développer un outil pour chaque pays, une conclusion partagée par la Grameen Foundation, ACCION et d'autres organisations dans le cadre de leurs propres analyses sur la pauvreté.

Le développement d'outils calibrés pour chaque pays exige une collecte des données sur les dépenses des ménages. Dans le cas des 12 pays du projet USAID/IRIS, ces données étaient

fournies par des enquêtes directes sur le terrain dans quatre pays et par les données des LSMS dans les huit autres pays. Le développement d'outils pour un plus grand nombre de pays nécessite l'accès aux données sur les dépenses des ménages incluses dans les enquêtes de LSMS ou de SDA, ou des enquêtes menées directement par les agences de statistiques dans chaque pays.²⁵ Si les données ainsi obtenues sont périmées, indisponibles ou douteuses, il faudrait recourir aux sources de collecte de données primaires, comme les enquêtes de référence à deux parties menées par l'IRIS au Bangladesh, Kazakhstan, Pérou et en Ouganda. Il serait alors possible de développer des outils pour tout pays où ces données sont disponibles.

Les outils sont actualisés entre la première et la dernière date de mesure de la pauvreté

Il est aussi important d'ajuster les outils pour refléter les différences économiques entre les pays que de les ajuster pour cerner les changements économiques sur une certaine période. Le changement des conditions économiques dans un pays affecte l'identification et l'importance des indicateurs qui permettent d'établir les niveaux de pauvreté. Pour fournir des résultats exacts à différents moments, il est donc important d'ajuster les outils utilisés. Ces ajustements peuvent se faire après un certain nombre d'années dans les pays ayant un développement économique lent et plus fréquemment dans les pays ayant un développement économique plus rapide, accompagné d'une réduction considérable de la pauvreté.²⁶

Le statut de pauvreté est évalué par groupe de clients

Comme on l'a décrit précédemment, deux types d'erreurs sont liés à l'évaluation du statut de pauvreté : l'exclusion des ménages très pauvres du groupe auquel ils appartiennent (erreur de sous-représentation) ; l'inclusion des ménages pas très pauvres dans le groupe des ménages très

pauvres (erreur de fuite). Dans un échantillon suffisamment large, les erreurs de classement individuel ne devraient pas poser de problèmes aux opérateurs à partir du moment où les **deux types d'erreurs s'annulent**.²⁷ Tel que commenté plus haut, des techniques statistiques permettent d'identifier les ensembles et la pondération des indicateurs qui créent ces erreurs pondérées. Bien qu'elles soient équilibrées sur un large échantillon, ces erreurs sont importantes au niveau individuel, puisqu'elles s'additionnent au lieu de s'annuler. Un outil peut donc être très précis dans l'évaluation de la pauvreté au niveau collectif et imprécis lorsqu'il est utilisé au niveau individuel.²⁸

Les répondants sont des nouveaux clients au moment de la première mesure de la pauvreté

Afin d'éviter de pénaliser les programmes qui ont réussi à aider leurs clients à s'affranchir de la pauvreté, il faut exclusivement sélectionner les clients nouvellement inscrits dans l'échantillon de l'étude, à savoir les clients qui ont adhéré au programme de prêt au cours des six derniers mois et, de préférence, ceux parmi eux qui n'ont pas encore reçu de prêt. Plusieurs stratégies de mesure de la pauvreté, y compris l'outil d'évaluation du GCAP, plaident en faveur de cette approche (Henry et al., 2003).

Les données sur la pauvreté sont recueillies à intervalles réguliers sur le même échantillon de clients

Cette dernière condition est assez évidente. Une fois qu'un échantillon de clients a été déterminé, ses membres seront régulièrement consultés, de préférence annuellement. Les données recueillies seront utilisées pour calculer la proportion de clients qui se trouvent au-dessous du seuil de pauvreté approprié. Même si cela ne nous dira pas de façon exacte si des

clients particuliers ont franchi le seuil de pauvreté, l'évolution de ces données donnera une indication fiable du nombre de clients qui se sont affranchis de la pauvreté extrême.

Conclusion

Grâce aux efforts réalisés par les chercheurs et les opérateurs au cours des dernières années, la mesure de la pauvreté n'est plus un domaine exclusif des grandes agences de statistiques et des cabinets de recherche. Les travaux de l'IRIS, de la Grameen Foundation, d'ACCION et d'autres organisations ont démontré que la pauvreté absolue pouvait être mesurée à un coût relativement peu élevé et avec des niveaux assez élevés de précision, si on les compare aux méthodes coûteuses et chronophages du LSMS. Cet article a traité de l'approche adoptée par l'équipe de l'IRIS afin de répondre aux défis liés à la mission confiée par le Congrès américain, ainsi que des solutions envisagées par IRIS pour aider à développer des outils précis et simples de mesure du niveau de pauvreté des groupes de clients.

Le premier constat résultant de ce projet : les mêmes catégories d'indicateurs indiquent de façon précise les taux de pauvreté de plusieurs régions en voie de développement, bien que les indicateurs individuels et leur pondération varient considérablement d'un pays à un autre. En outre, les outils sont plus précis dans les pays où l'incidence de la pauvreté est plus grande. Tel que recommandé par la législation américaine, les outils sont conçus pour mesurer le niveau de pauvreté des groupes de clients. Le niveau élevé de performance de ces outils est en partie dû à la décision consciente de ne pas exiger d'eux de réaliser des tâches supplémentaires, telles l'évaluation individuelle et le ciblage. Le suivi des variations des niveaux de pauvreté au sein de groupes de clients suffisamment larges est possible grâce à l'utilisation de ces outils, mais ceux-

ci doivent être calibrés par rapport aux pays dans lesquels ils sont utilisés et ajustés avec le temps.

Même si ces outils sont rapides et faciles à utiliser, le second résultat de cette analyse révèle que leur bonne application requiert un engagement et une attention particulière au plan des aspects pratiques de la collecte et de l'analyse des données, particulièrement de la part des dirigeants de l'organisation. La mise en place d'un ensemble d'incitatifs pour les clients et le personnel, le recours prudent à la sous-traitance et l'attention constante portée au contrôle de qualité sont aussi nécessaires.

Nous sommes persuadés que, grâce à des outils tels que ceux décrits dans cet article, les opérateurs qui oeuvrent pour développer les micro-entreprises sont maintenant mieux équipés pour répondre aux exigences de la loi américaine. Nous espérons que ces outils les aideront également à atteindre des objectifs plus variés, notamment en desservant mieux les personnes très pauvres. Les efforts faits en vue d'élaborer des outils de mesure de la pauvreté pourraient offrir des informations d'une importance capitale aux opérateurs de micro-entreprises pour les aider à mieux cibler les pauvres, à leur offrir des produits et des services innovateurs, et à accroître leur impact en vue d'une réduction durable de la pauvreté.²⁹

Addendum : Les expériences de la Grameen Foundation et d'ACCION International

Par Nigel Biggar et Rekha Reddy

La section suivante décrit deux outils prometteurs, développés par la Grameen Foundation et ACCION International. Bien que chaque outil utilise une approche différente, chacun d'eux peut être utilisé pour mesurer la pauvreté absolue par rapport à un seuil de pauvreté.

L'expérience de la Grameen Foundation et le Progress out of Poverty Index (Indice du passage du seuil de pauvreté)

La Grameen Foundation (GF) a pour mission d'éliminer la pauvreté absolue dans un délai aussi court que possible. Pour atteindre ce but, l'organisation a créé un outil appelé le *Progress out of Poverty Index* (PPPI) dont le but est d'aider les IMF à mieux atteindre et servir les membres les plus pauvres des communautés. Cet outil mesure de façon précise, à coût réduit, le statut de pauvreté des clients et suit leurs progrès en rapport avec le seuil de pauvreté. Grâce à cet outil, les gestionnaires d'IMF peuvent segmenter leurs portefeuilles en fonction des niveaux de pauvreté de leurs clients et déterminer les types de produit et service qui répondent le mieux aux besoins de leurs clients. Cela peut aussi permettre aux IMF de contribuer à la réalisation de l'Objectif du millénaire pour le développement qui vise à réduire l'extrême pauvreté. Un exemple de PPI (développé pour le Mexique) est présenté au graphique 1.2 ci-dessous.

Progress out of Poverty Index (PPI) (Indice du passage du seuil de pauvreté)

Le PPI est un outil adapté à un pays particulier. Il est composé d'indicateurs non financiers, vérifiables et faciles à identifier sur le terrain. Ces indicateurs sont adaptés à la situation

économique de chaque pays et incluent la taille de la famille, le nombre d'enfants scolarisés, le type d'habitation et de nourriture consommée dans le ménage. Les indicateurs sont tirés des enquêtes nationales sur les ménages (par exemple, la base de données nationale du Mexique ou le recensement sur les ménages du Pakistan) et sont sélectionnés en fonction de leurs capacités à déterminer le niveau de pauvreté d'un ménage. En utilisant les indicateurs tirés d'une enquête nationale qui suit les dépenses et les revenus des ménages, le PPI offre l'estimation la plus précise de la **probabilité** qu'un client soit pauvre. L'utilisation répétée du PPI permet de suivre les progrès d'un client par rapport au seuil de pauvreté.

Outil de gestion et de mesure

Le PPI est à la fois un outil de gestion et de mesure. En mesurant les niveaux de pauvreté des clients et leurs variations dans le temps, les IMF peuvent segmenter leurs portefeuilles pour analyser le recrutement des clients, les remboursements et les taux de rétention en fonction des niveaux de pauvreté. Cela leur permet d'évaluer à quel point leur offre de produits et services satisfait les besoins de leurs clients.

En utilisant le PPI, les IMF doivent être capables de :

1. Documenter systématiquement les changements sur le statut de pauvreté du client et déterminer ainsi le succès de leur propre mission ;
2. Cibler les produits et les services en segmentant les clients en fonction des niveaux de pauvreté (très pauvre, modérément pauvre, non pauvre), et recenser les résultats par

niveau de pauvreté à travers des indicateurs de performance différents (recrutement, remboursement, abandon, soldes impayés, etc.) ;

3. Mieux satisfaire les besoins de leurs clients grâce au développement de produits et de systèmes de distribution de plus en plus axés sur le client. Cela permettrait également aux IMF d'améliorer leur compétitivité et leur rentabilité, tout en fidélisant leur clientèle ;
4. Fournir dans les délais requis des informations précises aux investisseurs socialement responsables et aux autres partenaires.

Pratique et fiable

Tout outil de mesure de la pauvreté doit être à la fois pratique et fiable. Ceci est important si les IMF comptent l'intégrer dans leurs opérations et gérer leurs institutions sur la base des informations générées par cet outil.

En intégrant le PPI dans ses opérations, le personnel de l'IMF devra déterminer la méthode de collecter des données la mieux adaptée à son domaine d'opération. Dans la plupart des cas, les agents de crédit recueillent suffisamment d'informations dans le cadre de leur travail d'évaluation de routine. Les tests de fonctionnalité initiaux du PPI ont montré que les agents de crédit peuvent rationaliser le travail de collecte et gagner du temps en posant moins de questions (le PPI compte typiquement dix indicateurs). L'utilisation d'indicateurs simples à collecter, faciles à vérifier et difficiles à manipuler augmente la fiabilité des données générées par le PPI. La GF travaille avec son réseau de partenaires à l'intégration du PPI dans leurs systèmes d'information de gestion (SIG), afin de les aider à générer rapidement des rapports fiables sur la performance de leurs clients en fonction des niveaux de pauvreté.

Effort de collaboration

La GF développe les PPI dans tous les marchés où ses partenaires sont présents. Dans les 12 mois à venir, le PPI sera disponible en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, dans les Philippines, au Mexique, en Haïti, en Bolivie, au Maroc et en Egypte. Une fois développé, le PPI devient un bien public disponible pour tous ceux qui voudraient s'en servir. La GF continuera de collaborer avec d'autres opérateurs dans le secteur de la microfinance pour rendre accessible le PPI à un plus grand nombre d'IMF, afin de leur permettre de satisfaire les besoins des membres les plus pauvres des communautés qu'elles desservent.

Pour en savoir davantage sur l'Indice du passage du seuil de pauvreté et sur les initiatives de la GF en matière de gestion de la performance sociale, nous vous invitons à contacter la GF à Washington, DC au numéro de téléphone 202-628-3560 ou à visiter son site Internet à l'adresse www.gfusa.org

Graphique 1.2 Indice sur le passage du seuil de pauvreté au Mexique : dix indicateurs

Indicator	Attributes					Points
1 Does the house have a shower?	No		Yes			
	0		5			
2 How many household members are from 0 to 17 years old?	Four or more	Three	Two	One	Zero	
	0	7	12	18	28	
3 Household has fixed line telephone or cellular?	No		Yes			
	0		7			
4 Household has a car, truck, small truck etc.?	No		Yes			
	0		8			
5 How many household members are wage earning employees?	Zero		One	Two or more		
	0		2	7		
6 Highest grade of study of the female head of the household / wife?	Up to 6th Grade of Primary School		Up to 6th semester or 3rd year of Vocational School	7th semester of High School or more		
	0		4	16		
7 In the past month has the household purchased fabric softener?	No		Yes			
	0		5			
8 In the past three months has clothing been purchased for household members of 17 years of age or more?	No		Yes			
	0		6			
9 Of what material are the floors of the house constructed primarily?	Earth		Cement	Wood or Tile		
	0		7	11		
10 In the past week did any household member eat in a cafeteria, taco shop etc?	No		Yes			
	0		7			
Source: Calculations by Microfinance Risk Management L.L.C. based on ENIGH 2002					Total:	

Indicateurs	Attributs					Points
1- Est-ce que la maison possède une douche ?	Non		Oui			
	0		5			
2- Combien de membres du ménage ont entre 0 et 17 ans ?	Quatre ou plus	Trois	Deux	Un	Aucun	
	0	7	12	18	28	
3- Le ménage possède-t-il un téléphone fixe ou un portable ?	Non		Oui			
	0		7			
4- Le ménage possède-t-il une voiture, un camion, une camionnette, etc. ?	Non		Oui			
	0		8			
5- Combien de membres du ménage sont salariés ?	Aucun	Un	Deux ou plus			
	0	2	7			
6- Quel est le niveau d'éducation de la femme à la tête du ménage/épouse ?	Jusqu'à 6 années d'études primaires		Jusqu'à 6 semestres ou 3 ans d'enseignement professionnel		7 semestres de lycée ou plus	
	0		4		16	
7- Au cours du mois dernier, le ménage a-t-il acheté de la lessive pour le linge ?	Non		Oui			
	0		5			
8- Le ménage a-t-il acheté au cours des trois derniers mois un vêtement pour des membres du ménage de plus de 17 ans ?	Non		Oui			
	0		6			
9- De quel matériel de construction est fait le sol de la maison ?	Terre	Ciment	Bois ou carrelage			
	0	7	11			
10- Au cours de la semaine dernière, est-ce qu'un membre du ménage a mangé dans une cafétéria, un fast-food, etc. ?	Non		Oui			
	0		7			
Source : Les calculs ont été faits par Microfinance Risk Management, Sarl sur la base du ENIGH 2002						

Outil de mesure de la pauvreté d'ACCION International¹

En 2002, ACCION International a lancé son projet d'outil de mesure de la pauvreté dans le but de comprendre et de mesurer le niveau de pauvreté des clients de microfinance de ses partenaires affiliés. ACCION recueille des informations sur les ménages et les micro-entreprises des clients sous une forme aussitôt utilisable, afin de mesurer l'étendue de la couverture des IMF. Ces résultats sont intégrés à un système de rapports périodiques qui permet aux institutions de suivre graduellement la couverture de leur clientèle. Elle leur permet en outre de développer ou de modifier leurs produits ou stratégies dans le but d'atteindre les clients au statut socio-économique le plus pauvre.

ACCION a conçu son outil de mesure de la pauvreté pour répondre aux questions suivantes :

- Quelle est la distribution de la pauvreté au sein des clients des partenaires affiliés d'ACCION, comparé à la distribution de la pauvreté au sein de l'ensemble de la population? Quel est le statut de pauvreté de ces clients par rapport au seuil de pauvreté national et au seuil de pauvreté international ?
- Quels sont les caractéristiques démographiques et socio-économiques (genre, taille du ménage, niveau d'éducation, type d'habitation) des clients d'ACCION par rapport à l'ensemble de la population et quelles corrélations peut-on faire avec la pauvreté ?

¹ Extrait du *SEEP Network Progress Note* No. 10, octobre 2005. Pour plus d'information sur les publications du *Progress Note*, visiter le site Internet www.seepnetwork.org

- Quelles sont les tendances générales d'emprunt des clients les plus pauvres ? Quelles relations y a-t-il entre la taille du prêt, le montant des échéances, l'échéance du prêt, le nombre de prêts antérieurs, le statut des remboursements et le niveau de pauvreté ?

- Quelles sources de données peuvent fournir ces informations sous des formes immédiatement utilisables et fiables ? Quels sont les avantages et les inconvénients liés à l'utilisation des données provenant de l'évaluation de la demande de prêt du client et/ou des données de l'enquête sur les ménages ?

Méthodologie et données

La première phase du projet de développement de l'outil de mesure de la pauvreté d'ACCION reposait sur les trois hypothèses suivantes.

1. En collectant les données relatives aux dépenses et aux revenus au lieu d'utiliser les indicateurs indirects de mesure de la pauvreté, ACCION optait pour une approche basée sur le « niveau de vie ».²

2. ACCION a commencé en utilisant les données recueillies lors du processus d'évaluation des demandes de crédit, disponibles dans les bases de données des systèmes d'information de gestion

² Pour plus d'information, voir *ACCION InSights* #1, #5, #8, et #13. Ces publications offrent plus de détails sur la méthodologie de l'outil de mesure développé par ACCION, ainsi que sur les résultats des évaluations de la pauvreté obtenus par Mibanco au Pérou, SOGESOL en Haïti et BancoSol en Bolivie. Ces trois publications sont disponibles sur le site Internet <http://www.accion.org/insight/>

des institutions. L'utilisation de ces données pour la mesure et le suivi de la pauvreté est plus pratique parce que leur collecte est automatique et n'ajoute pas de coûts supplémentaires aux opérations de l'IMF.

3. ACCION visait à développer une mesure « absolue » de la pauvreté définie par les niveaux actuels de revenu et de dépense, au lieu d'une mesure relative par le biais de laquelle les clients sont classés dans un groupe de personnes. Une mesure relative permet d'établir si une personne est mieux nantie qu'une autre, que les deux personnes soient pauvres ou non. Seule une mesure absolue pourrait permettre d'évaluer un niveau de pauvreté par rapport à un seuil national ou international, et faciliter ainsi le suivi de la distribution nationale de la pauvreté. Après avoir revu ces hypothèses, nous avons conservé l'approche du standard de vie et avons estimé que les données provenant des études de demandes de crédit stockées dans les bases de données des SIG des institutions peuvent constituer des sources d'information pratiques et bon marché pour le suivi régulier des niveaux de pauvreté.

ACCION a utilisé les trois sources de données suivantes.

1. Les données collectées par les IMF affiliées dans le cadre du processus des études de demandes de crédit.

2. Les données publiques des enquêtes nationales sur les ménages comme le LSMS de la Banque mondiale.³ Ces données touchent aussi les non-clients et sont utilisées pour comparer les niveaux de pauvreté des clients et des non-clients d'une même région ou d'un même pays.

3. Les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages : en suivant le modèle du LSMS, ACCION a mené des enquêtes pour comparer les niveaux de pauvreté des clients par rapport au seuil national de pauvreté. L'institution a par la suite comparé les données des IMF à celles de l'enquête nationale.

Mesures absolues de la pauvreté

Pour savoir si les données d'un SIG peuvent permettre de mesurer la pauvreté absolue définie par les normes nationales, ACCION a comparé les données recueillies dans le cadre d'un sondage sur les ménages du type LSMS aux données sur les mêmes ménages recueillies durant les procédures d'évaluations utilisées par une institution lors de l'octroi des crédits.

Après l'établissement des différents niveaux de pauvreté, il est possible d'analyser les comportements des clients. ACCION propose un modèle de rapport appelé le tableau de bord social. C'est un rapport sur les clients desservis qui subdivise des indicateurs utilisés couramment par niveaux de pauvreté relative, comme le montre le tableau 6. Le niveau 1 représente les clients qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, le niveau 2 représente le groupe des clients non pauvres mais vulnérables (100 à 150 % du seuil de pauvreté).

³ Les seuils de pauvreté nationaux sont calculés à partir d'une variété de sources, les plus utilisées étant celles du gouvernement, des enquêtes nationales sur les ménages comme le Living Standards Measurement Study (LSMS) de la Banque mondiale ou d'autres enquêtes comme celles réalisées par les Nations Unies ou le Programme pour l'amélioration des enquêtes et de l'évaluation des conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes de la Banque interaméricaine de développement, en partenariat avec les agences de statistiques nationales.

Tableau 1.6 : Modèle abrégé d'un tableau de bord social

Source: Modèle d'ACCION basé sur un échantillon de la base de données d'une institution de microfinance

Statistiques par niveau de pauvreté	% de clients	% du portefeuille de prêts	% de nouve aux clients	Revenu moyen des ménages	Taille et solde moyens de prêts	% du portefeuille à risques	% de clients ayant une épargne
Niveau 1 Clients pauvres	54,6	50,3	57,5	2 606	3 411	3,5	20,2
Niveau 2 Clients vulnérables non pauvres	16,1	16,7	16,0	3 527	3 928	2,9	25,5
Niveau 3 Clients non pauvres	29,3	33	26,5	4 582	4 237	3,0	30,7

Le tableau de bord social peut aussi être modifié à la requête d'une IMF si elle désire avoir des données réparties par région ou type de produit. Toutes les institutions doivent utiliser ce tableau de bord social parmi les rapports réguliers établis par leur SIG. Il doit faire partie des rapports de suivi réguliers qui rendent compte de la performance générale et des indicateurs financiers de l'organisation. Le tableau de bord social doit faire partie des rapports réguliers présentés par la direction au conseil d'administration dans le but de fixer des objectifs en rapport avec ces indicateurs, lors de la planification stratégique de l'organisation.

Utilisation des outils de mesure de la pauvreté

Après avoir participé au processus d'évaluation de la pauvreté, les institutions avec lesquelles nous travaillons ont déjà cherché à apporter des changements dans leur manière d'opérer. Par exemple, Mibanco considère que la détermination du niveau de pauvreté permet à l'institution de mieux comprendre la situation des pauvres et de pénétrer un marché non desservi de clients

encore plus pauvres, surtout ceux vivant dans les zones rurales. BancoSol souhaite intégrer l'information obtenue à partir de son tableau de bord social dans son tableau de bord de performance. Sogesol a utilisé l'information tirée de la comparaison entre le sondage des ménages et l'évaluation des demandes de crédit pour encourager ses agents de crédit à obtenir de meilleures informations lors de l'évaluation des demandes de crédit. En Haïti par exemple, avant l'étude du niveau de pauvreté, les évaluations des demandes de crédit contenaient des données sur les revenus et les dépenses d'un client potentiel donné durant un mois en particulier. Cependant, elles omettaient souvent de prendre en compte les dépenses importantes payées une fois l'an, comme les frais scolaires et le loyer. Aujourd'hui, les agents de crédit de Sogesol doivent faire des recherches supplémentaires au sujet des dépenses qui ne font pas partie des dépenses quotidiennes. Si les dépenses établies par l'évaluation sont moins élevées qu'un certain pourcentage du revenu, les agents de crédit doivent obtenir l'accord d'un représentant du comité de crédit.

L'analyse de la pauvreté peut aussi aider à améliorer les procédures de collecte de données. Lors d'un séminaire de travail récemment organisé par ACCION, les participants ont jugé bon de modifier les dossiers d'évaluations des candidatures de prêt afin de prendre en considération une meilleure estimation de la taille des ménages. Ils ont pris cette décision après avoir été informés du décalage dans la taille des ménages souligné par le sondage d'ACCION sur les ménages et l'évaluation des clients des IMF.

Évaluer la précision du tableau de bord social

En utilisant comme référence les données sur les dépenses tirées de l'enquête la plus détaillée sur les ménages, nous avons voulu estimer la précision du tableau de bord social pour classer des clients dans leur niveau « exact » de pauvreté. Le tableau 7 compare les résultats obtenus à partir de ces deux sources d'informations (l'enquête et l'évaluation des demandes de crédit). Les résultats étaient les mêmes pour BancoSol et Mibanco. Approximativement 45 % des clients de microfinance de BancoSol et Mibanco étaient classés dans le même niveau de pauvreté, que ce soit sur la base des données de l'enquête sur les ménages ou sur celles obtenues par l'évaluation des demandes de prêt. Environ 35 % de clients étaient classés dans des niveaux de pauvreté différents, à un niveau d'intervalle. Environ 20 % des clients étaient classés dans des niveaux de pauvreté différents de plus d'un niveau. L'analyse des revenus donne les mêmes résultats. La précision du tableau de bord de Sogesol était plus grande. Sa plus grande exactitude met en relief une observation importante : le pourcentage des clients correctement classés est directement lié à l'incidence de pauvreté générale. Puisque près de la moitié des clients de l'échantillon sont classés aux niveaux de pauvreté exacts, nous pouvons conclure que l'utilisation des données générées par l'évaluation des demandes de crédit dans le tableau de bord social donne à ces IMF un outil pratique et rentable de suivi régulier du niveau de pauvreté de leurs clients.

Tableau 1.7

Comparaison des niveaux de pauvreté obtenus par l'enquête sur les ménages et le tableau de bord social

Source : Données des évaluations des demandes de crédit de l'IMF et de l'enquête sur les ménages d'ACCION

Dépenses par habitant	BancoSol, Bolivie	Mibanco, Pérou	Sogesol, Haïti
Même niveaux de pauvreté	45 %	46 %	60 %
Différence d'un (01) niveau de pauvreté	32 %	39 %	18 %
Différence de deux (02) niveaux de pauvreté	23 %	15 %	22 %

Recherche future

ACCION a choisi d'évaluer le niveau de pauvreté à l'aide de l'approche du niveau de vie afin de faire double usage des données financières recueillies auprès des ménages lors de l'évaluation des demandes de prêt. Cependant, il reste encore à mettre en place une méthodologie adaptée aux institutions qui ne collectent pas de données financières détaillées sur les ménages de leurs clients, ou qui n'enregistrent pas ces données dans une base de données fiable.

Il est aussi important de continuer à intégrer le tableau de bord social au suivi régulier de la performance et à la planification stratégique des nouvelles institutions.

Pour en savoir plus sur le Projet d'évaluation de la pauvreté (Poverty Assessment Project), contacter ACCION au numéro de téléphone 202-393-5113 ou visiter son site Internet à l'adresse www.accion.org/pubs

¹ Khandker, Shahidur R. "Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel Data from Bangladesh" *World Bank Economic Review*, volume 19, no 2, 2005.

² Sur une moyenne de cinq membres par foyer, un tel objectif signifierait que 500 millions de personnes franchissant le seuil de 1 \$US par jour, permettant presque d'atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement de réduire de moitié la pauvreté absolue.

³ Aujourd'hui, l'outil de mesure de la pauvreté des clients des projets de micro-entreprise employé par l'USAID est la taille des prêts. La mobilisation du Congrès fut en partie motivée par la réalisation que les dynamiques liées au développement des micro-entreprises sont trop complexes pour pouvoir se fier à la taille des prêts comme mesure indirecte pertinente du niveau de pauvreté des clients, d'autant plus si l'on cherche à soutenir avant tout le développement d'entreprises plutôt que la microfinance en elle-même.

⁴ Dans le cadre de ce chapitre, un « outil de mesure de la pauvreté » inclut non seulement un ensemble pondéré d'indicateurs, mais aussi un ensemble de procédures nécessaires pour recueillir et analyser les données.

⁵ Nous vous conseillons de consulter les différentes publications de la Grameen Foundation et d'ACCION, deux groupes qui ont cherché à développer des outils de mesure de l'extrême pauvreté par rapport aux seuils de pauvreté établis. Une note technique résume leur travail à la fin de ce chapitre.

⁶ Le libellé de la Loi suggère que le Congrès souhaite que le critère **le plus élevé** des deux détermine le seuil de pauvreté extrême à utiliser pour un pays donné.

⁷ Voir Graham, à paraître.

⁸ Les huit pays supplémentaires sont l'Albanie, le Ghana, le Guatemala, l'Inde (districts de Bihar et Uttar Pradesh uniquement), la Jamaïque, Madagascar, le Tadjikistan et le Vietnam.

⁹ Voir http://povertytools.org.siteprotect.net/Project_Documents/Assessing%20and%20Improving%20Accuracy.pdf pour une présentation plus technique sur ces mesures de précision. L'utilisation du terme « pas très pauvre » fait référence à tout client ne faisant pas partie du groupe des personnes très pauvres (à savoir les clients modérément pauvres, la classe moyenne et les personnes riches). On ne se limite donc pas aux personnes pauvres qui ne font pas partie du groupe **très** pauvre.

¹⁰ Les deux erreurs sont exprimées en pourcentage du nombre total de personnes très pauvres.

¹¹ Le critère de l'erreur sur l'incidence de pauvreté (*Poverty Incidence Error* "PIE") développé pour ce projet est une façon relativement intuitive de visualiser l'équilibrage des erreurs. Ce critère est égal à la différence entre l'incidence de pauvreté prévue et l'incidence de pauvreté réelle, exprimée en pourcentage. Compte tenu de la définition des deux concepts, un PIE de valeur zéro équivaut à un équilibrage entre la « sous-représentation » et la « fuite », quelle que soit leur taille.

¹² Pour plus d'information, voir :

http://povertytools.org.siteprotect.net/Project_Documents/Assessing%20and%20Improving%20Accuracy.pdf.

¹³ Même si l'on a justement remis en cause le LSMS comme point de référence fiable, on n'a presque jamais remis en question le fait que c'est certainement l'outil le moins imparfait et le seul disponible pour tenir ce rôle.

¹⁴ Les questionnaires utilisés au Bangladesh sont disponibles à l'adresse suivante : www.povertytools.org.

¹⁵ L'utilisation d'un concept de seuil de pauvreté international et son estimation rapportée à la parité du pouvoir d'achat soulèvent de nombreux débats (voir par exemple Karshenas (2004) et Reddy et Pogge (2003)).

¹⁶ Voir l'analyse rigoureuse de Khandker sur l'impact de la microfinance sur la pauvreté au Bangladesh (Khandker, 2005).

¹⁷ Ces méthodes de régression sont les suivantes : moindres carrés, quantile, probabilité linéaire et probit. La plupart sont aussi utilisées pour une régression à deux étapes où les personnes « pas très pauvres » sont tout d'abord identifiées. On applique ensuite le modèle à l'échantillon restant avec les cinq, dix ou 15 meilleurs indicateurs prévisionnels.

¹⁸ ACCION et la Grameen Foundation (GF) ont aussi utilisé cette approche pour essayer de mesurer le niveau de pauvreté absolue de leurs clients. La GF a développé les « Poverty Progress Indices » (Indices du progrès de la pauvreté) pour les Philippines, le Mexique, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, la Bolivie, la Haïti, le Maroc et l'Égypte (voir Schreiner, 2006, et <http://www.gfusa.org>). ACCION a développé des outils pour le Pérou, la Bolivie, l'Équateur, le Salvador et la Haïti (par exemple, voir Dewez et al., 2003; Horn-Welch et al., 2002 et 2003). L'outil d'ACCION est conçu pour mesurer directement les dépenses plutôt que de les estimer à travers certains indicateurs de pauvreté, comme a choisi de le faire IRIS et GF. Tandis qu'IRIS et GF utilisent une analyse de régression pour identifier et sélectionner des indicateurs, IRIS a testé de nombreuses techniques de régression et a inclus implicitement un équilibrage d'erreurs dans sa sélection des indicateurs de pauvreté les plus performants.

¹⁹ Voir http://www.povertytools.org/Field_Test/grantees.htm pour obtenir une liste des bénéficiaires et des pays où les outils de l'USAID/IRIS sont testés pour leur aspect pratique.

²⁰ Bien que l'USAID doive dépenser 50 % de ses fonds pour le développement des micro-entreprises consacrées aux très pauvres, il est important de remarquer que cela ne s'applique qu'à la totalité des fonds et non au financement séparé qui est acheminé à ses différents partenaires d'exécution. En d'autres termes, aucun des partenaires d'exécution n'est tenu de démontrer que 50 % du financement reçu sont investis pour leurs clients très pauvres. Malgré plusieurs mises au point sur le sujet, certains opérateurs continuent à penser que la règle des 50 % s'applique à leurs clients et qu'elle peut influencer leur financement futur, les incitant à revoir de façon stratégique la manière dont ils rendent compte de leur couverture de la pauvreté.

²¹ De plus, comme on l'a mentionné précédemment dans ce chapitre, seuls les outils qui génèrent des erreurs de sous-représentation et de fuite faibles sont fiables pour la mesure de la pauvreté individuelle. Les mesures de pauvreté individuelle sont imprécises et sans objet en dehors de l'utilisation de techniques économétriques pour sélectionner les indicateurs et les pondérations qui équilibrent les erreurs dans un échantillon de clients.

²² D'autres outils raccourcis comme l'indice de progrès de la pauvreté de la Grameen Foundation ou l'outil de mesure de la pauvreté d'ACCION offrent les mêmes structures, étendues et catégories d'indicateurs.

²³ Voir le tableau 1 de l'article de Don Sillers, « *National and International Poverty Lines: An Overview* » pour obtenir les équivalents en devises locales du seuil de 1 \$US par jour PPA dans 90 pays. Disponible au site : http://www.povertytools.org/Project_Documents/Poverty_lines_An_Overview_1_4_06.pdf.

²⁴ Voir http://www.povertytools.org/Project_Documents/International_Tools_Note.pdf pour une description technique du développement et du test de ces outils internationaux.

²⁵ Les informations sur le *Living Standards Measurement Survey* (LSMS) et le *Social Dimension of Adjustment* (SDA) sont disponibles au site http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64193027&piPK=64187937&theSitePK=523679&menuPK=64187510&searchMenuPK=64187511&theSitePK=523679&entityID=000178830_98101911083938&searchMenuPK=64187511&theSitePK=523679.

²⁶ Les connaissances actuelles sur les outils de mesure de la pauvreté à partir d'indicateurs ne permettent pas de déterminer avec certitude la fréquence d'ajustement d'un outil. Si un pays connaît une croissance économique soutenue, les outils devraient peut-être être ajustés tous les trois ou quatre ans. Dans un pays ayant une croissance économique faible, un intervalle de cinq à dix ans pourrait être acceptable. Une stratégie pour réduire le nombre d'ajustements consiste à sélectionner les indicateurs qui s'améliorent avec le temps. Cette approche, il faut le reconnaître, nécessite encore davantage de recherches.

²⁷ La taille de l'échantillon nécessaire varie en fonction du niveau de précision requis et des propriétés statistiques des indicateurs d'impact de l'échantillon. Ces propriétés varieront d'un pays à un autre, d'où la difficulté de déterminer une taille d'échantillon minimale. A titre d'indication, la taille de l'échantillon lors du test de l'USAID/IRIS était de 800 ménages.

²⁸ Ce problème est complexifié par le fait que les institutions de microfinance et les décideurs politiques pourraient ne pas être d'accord sur la comparaison des erreurs de « sous-représentation » et de « fuite » (ex : est-ce pire de classer un ménage très pauvre dans groupe pas très pauvre que l'inverse ?) Certains opérateurs ne se sentiront pas particulièrement offusqués si un outil inclut par erreur certains clients « pas pauvres » dans le groupe des « très pauvres », à partir du moment où les clients très pauvres sont correctement identifiés. D'autres opérateurs souhaiteront concentrer leurs opérations exclusivement sur les très pauvres et auront alors besoin d'outils de mesure qui ont moins d'erreurs de « fuite », même si cela se fait au détriment des erreurs de « sous-représentation ». En coordination avec l'USAID, l'IRIS a choisi une option neutre, en se basant sur le fait que les deux erreurs obstruaient le respect des exigences du Congrès américain.

²⁹ Il est à noter que le fait de mesurer les progrès concernant le passage du seuil de pauvreté constitue une condition nécessaire mais pas suffisante pour évaluer l'impact. Une amélioration du niveau de revenu des clients dans le temps peut être une tendance à long terme aussi observée chez les non-clients. C'est pourquoi, pour mesurer l'impact, des méthodes de recherche et des techniques économétriques doivent être utilisées, de pair avec les outils de mesure de la pauvreté. Cela implique un meilleur échantillonnage du groupe témoin, celui des non-clients. Il faut aussi évaluer les clients et les non-clients dans le temps, en utilisant de préférence l'approche des groupes d'étude.